

# Oscar du gaspillage : Fessenheim

La Revue de l'Énergie n° 648 – janvier-février 2020

Par Jacques Maire, ingénieur général des Mines,  
ancien directeur général de Gaz de France.

Le gouvernement s'est félicité ces dernières semaines d'avoir à la quasi-unanimité fait voter une loi pour lutter contre le gaspillage ; dans le même temps, il oblige EDF à ferrailer une usine qui marche ! D'où vient une telle incohérence ? Cette opération aurait pu répondre à des objectifs autres, mais quand on examine les priorités de l'État, on ne trouve que des effets défavorables.

La lutte contre le changement climatique est souvent présentée comme la première priorité, avec pour objectif la neutralité carbone en 2050. Or, la fermeture de Fessenheim va supprimer la production de 11 milliards de kWh d'électricité non carbonée, ce qui correspond à des émissions évitées représentant 2 % des émissions nationales. Ces kWh ne seront pas remplacés que par des énergies décarbonées.



L'Agence Internationale de l'Énergie a encore indiqué récemment que le nucléaire était indispensable si l'on voulait atteindre les objectifs de réduction des émissions ; en juillet dernier, présentant sa publication « *Technologies for a Clean Energy Future : The Hydrogen and Nuclear Cases* », l'Agence précisait : « La prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires est compétitive par rapport aux nouvelles centrales solaires et éoliennes, et offre une solution de remplacement rapide ».

Le gouvernement est soucieux de la continuité de fourniture électrique et de la sécurité d'approvisionnement et il se prive là d'une production non aléatoire alors que solaire ou éolien, qui devraient voir leur production augmenter, sont à la merci du soleil et du vent. Il affiche comme objectif la diminution du chômage, or cette opération supprime près d'un millier d'emplois ; elle fait perdre localement la principale richesse, ce qui semble ne pas aller non plus avec les orientations de l'aménagement du territoire.

Le déficit de la balance commerciale est une faiblesse permanente de l'économie française, l'électricité représente un poste notable des exportations et il va forcément diminuer avec la disparition de la production de Fessenheim. Les conséquences financières sont aussi très défavorables : pertes des recettes, coût du démantèlement anticipé, indemnisation des actionnaires, investissements nécessaires dans la production et le transport, reconversion de la région, etc. Le chiffre de plusieurs milliards est l'ordre de grandeur (à titre de comparaison, le budget des opérations extérieures des armées est inférieur à 1 milliard...).

La seule raison de cette opération se trouve dans les équilibres politiques qui veulent faire gouverner ensemble des partis pour lesquels la position antinucléaire a un caractère quasi religieux et surtout est un marqueur politique, et d'autres qui admettent le nucléaire avec plus ou moins d'enthousiasme. Le résultat traduit une fausse sagesse : entre les pour et les contre on fait moitié-moitié et, pour compléter le tableau, on ferme la plus vieille centrale.

Le problème, c'est que cette vieille usine tourne parfaitement avec la bénédiction des autorités de sûreté. Il n'y avait donc aucune urgence à procéder à sa fermeture. Le problème aussi est que le « 50 % de nucléaire » n'a, même s'il a été voté, aucun fondement rationnel. On aurait pu concevoir cette proportion dans un programme nouveau, mais fermer une usine pour respecter une limite arbitraire qu'on s'est soi-même fixée n'a pas de sens.

Certes, le nucléaire fait peur même si, statistiquement, il a plutôt un bon dossier ; en particulier, il apparaît beaucoup moins dangereux que le charbon, mais il inquiète plus, car il est mystérieux alors qu'une explosion ou un éboulement sont « naturels », que l'accident minier est limité dans le temps et l'espace alors que le nucléaire a des conséquences mal limitées ; qu'enfin les victimes ne sont que des professionnels, alors que le nucléaire peut toucher les populations environnantes.

Quant aux déchets nucléaires, souvent mis en avant, leur faible volume fait que, même si le problème est complexe, il trouvera une solution pour nous et les générations suivantes. De toute façon, fermer une centrale ne modifie pratiquement pas le problème : soit on estime que le danger est insupportable et c'est la sortie totale du nucléaire qu'il faut engager, soit on l'estime maîtrisable et il faut revenir à l'optimum économique.

On va donc assister à un triste spectacle appauvrissant une région, obligeant des personnels très pointus techniquement à changer de métiers ou à se transporter ailleurs, on va créer une dépense de plusieurs milliards d'euros qui aurait pu être utilisée de façon plus judicieuse, on va à l'encontre de la lutte contre le changement climatique, etc.

Où sont les avantages ? S'il y avait un concours, on pourrait donner à la fermeture de Fessenheim « l'Oscar du gaspillage ». ■